

Des cours particuliers gratuits POUR TOUS GRÂCE À INTERNET



Le MR présente ce mardi une résolution qui va dans ce sens.

► Une aide aux devoirs gratuite pour tous les élèves de la Fédération Wallonie-Bruxelles ? C'est le projet que le MR souhaite mettre en place, en s'inspirant d'un projet en cours au Québec.

Ce mardi, la libérale Françoise Bertieaux présentera en commission une proposition de résolution visant à créer un service d'aide aux devoirs et de soutien scolaire par téléphone et Internet pour les élèves de primaire et secondaire nommé Allo École.

"Au Québec, ce service d'aide existe déjà depuis plusieurs années et connaît un succès grandissant. Concrètement, l'idée est que les élèves de primaire et de secondaire puissent poser leurs questions à des enseignants par texto et par téléphone et qu'ils puissent avoir accès à des capsules vidéo et à un site internet qui leur donnent des explications dans les matières où ils éprouvent des difficultés. Au Québec, une cinquantaine de professeurs volontaires participent déjà à ce projet. Ce qui me plaît particulièrement dans ce système, c'est que les professeurs ne donnent pas de solutions toutes faites. Les élèves doivent être proactifs et expliquer précisément ce qu'ils ne comprennent pas", explique Françoise Bertieaux.

PAS QUESTION POUR autant d'imposer des heures supplémentaires non payées aux enseignants.

"Tous les enseignants qui participent à Allo École le font sur base volontaire et ils sont rémunérés pour les heures qu'ils prestent. Il faut aussi savoir que ça concerne surtout les professeurs de mathématiques et de sciences, qui sont des matières où des explications supplémentaires sont souvent demandées. Certaines choses se font par échange de mails, d'autres par téléphone et tout doit être entièrement gratuit pour les élèves."

À ce stade, la question du financement du projet reste cependant à régler.

"Nous pensons que nous pouvons arriver à trouver des sponsors privés qui ne cracheraient pas dans la soupe et permettraient de concrétiser ce projet. Au Québec, des opérateurs de télécommunication ont accepté de fournir leurs services gratuitement pour permettre à Allo École d'exister. Avec ce type d'aide et un budget de départ d'un million d'euros financé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, on devrait pouvoir démarrer le projet. Si on fait l'addition de tout ce que payent les parents en cours particuliers, le chiffre serait certainement moindre en tout cas", estime la députée.

Maïli Bernaerts